

Ce moment, elle crut l'avoir trouvé au début de la quatrième semaine de bataille. Elle fit alors intervenir Van Acker à la Chambre, pour une tentative de compromis. Bien que n'ayant jamais été désavouée par la suite, cette tentative n'eut pas de résultat concret immédiat, essentiellement à cause de l'hostilité générale des travailleurs d'avant-garde envers un compromis.

Cependant la droite réformatrice n'avait pas désarmé. Elle pouvait encore spéculer sur différents facteurs : non-réalisation de l'abandon de l'outil, confusion autour du fédéralisme. C'est ainsi qu'après quatre semaines de lutte, elle put marquer de nouveaux points à l'intérieur même des fédérations wallonnes, bien que sur des points indirectement liés aux grèves (question de la confédération syndicale notamment).

3. - La direction social-démocrate : crétinisme parlementaire et électoralisme

Plus nuancée a été la position de la direction du parti social-démocrate, c'est-à-dire, essentiellement de COLLARD. Prenant prétexte de l'indépendance syndicale, ce parti n'apparut nulle part comme lié directement au conflit, sauf sur le plan national et parlementaire.

La direction du P.S.B. était au début assez favorable à cette action spontanée. Elle aurait bien voulu pouvoir monnayer un mouvement de grève « raisonnable », pour le gouvernement futur, gouvernement qui aurait été un gouvernement de coalition social-chrétien et social-démocrate.

Le rôle du parti social-démocrate, pour la direction réformatrice, est uniquement d'être un agent électoral. Toute la tactique politique est basée sur le parlementarisme. Aussi, très rapidement, la direction social-démocrate prit-elle peur devant le durcissement général de la grève.

Elle aurait pu tolérer un mouvement calme, facilement maîtrisé par l'appareil syndical, mais capable cependant de faire pression sur le gouvernement. Le durcissement de l'action la stupéfia totalement, et la laissa désarmée.

Ce mouvement ne pouvant avoir pour elle d'autre but que de lui faire gagner des voix aux élections, elle craignit brusquement de perdre le bénéfice possible de cette grève, notamment en perdant les voix de la petite bourgeoisie.

C'est seulement à la fin du conflit que la direction social-démocrate essaya de jouer un rôle. Elle le fit en donnant des garanties à la bourgeoisie et en faisant des promesses à la classe ouvrière.

Elle implora notamment la royauté en évoquant « l'unité de la Belgique, le danger du fédéralisme pour le pays et la couronne » ! Plus que jamais, elle essaya de convaincre la bourgeoisie qu'elle était bien un « grand parti national » et un facteur d'ordre sans lequel le régime n'était pas viable !

Mais en même temps, dans la phase finale de la grève, sous le prétexte de relancer le programme des réformes de structure, elle présenta au roi un mémorandum contenant une version édulcorée, totalement émasculée, de ce programme. Ce mémorandum n'avait d'autre but que d'offrir une formule de rechange à la loi unique, et de préparer un gouvernement Lefèvre-Collard.

En même temps que la direction social-démocrate essayait de donner des gages à la bourgeoisie et à la classe ouvrière, l'intégration profonde d'une grande partie de l'appareil réformatrice dans l'Etat bourgeois (bourgmestres, administrations provinciales, hauts fonctionnaires, participation à l'administration de sociétés mixtes, etc.) l'a opposée directement à une grande partie des grévistes ! Dans la mesure où ceux-ci étaient des travailleurs de la fonction publique, cette opposition fut même assez dure. Cela renforce la différenciation à l'intérieur du parti réformatrice entre les bureaucrates qui dépendent de cette intégration et ceux qui dépendent beaucoup plus des prébendes syndicales.

4. - L'aile Renard : un syndicalisme combatif mais centriste

L'aile Renard représente la partie la plus radicale de la direction des syndicats réformatrices. Cette tendance, d'origine anarcho-syndicaliste, ne partage ni les illusions parlementaristes, ni les vues étroitement électoralistes des sociaux-démocrates. On pourrait la comparer à la direction de la C.G.T. française d'avant 1914, dont elle a hérité également l'opportunisme dans les relations quotidiennes avec la classe bourgeoise.

Il s'agit au fond d'une tendance centriste qui se distingue à la fois d'une bureaucratie réformatrice et d'une tendance révolutionnaire par le fait qu'en général, devant la pression des masses, elle cède au moment de l'action, mais hésite toujours au moment décisif de pousser cette action jusqu'au bout, à la fois parce qu'elle doute de la classe ouvrière et qu'elle n'a pas de perspectives claires. C'est cela qui lui donne ce caractère centriste.

Cette tendance syndicale souhaitait d'abord une grève générale de 24 heures, au début de janvier, suivie ensuite d'une grève générale illimitée. Battue par la droite réformatrice au Comité national de la F.G.T.B., elle s'est vue, dans les faits, débordée par ses propres troupes.

L'aile Renard perdit au début, à Liège, la direction de la grève. Mais à la différence des autres tendances syndicales elle sut très rapidement reprendre le contrôle du mouvement dans sa région. En définitive, grâce à une attitude somme toute assez combative, Renard put apparaître comme le leader du mouvement, au moins dans toute la Wallonie et quelques régions flamandes.

Dès le départ, il apparaissait — étant donné l'absence d'une direction de rechange et l'impossibilité de la créer en quelques jours — que de l'attitude de cette tendance et surtout de son chef, dépendrait l'issue immédiate des grèves, cependant que de celle-ci dépendrait l'avenir de RENARD dans le mouvement ouvrier belge. D'une part, il avait la situation en main par son influence dans les secteurs décisifs (métallurgie et sidérurgie liégeoise et hennuyère) et par ses positions différentes, hostiles à la droite réformatrice. D'autre part, il était, à cause de cela, l'homme à abattre, non seulement pour la bourgeoisie mais aussi pour la droite de la F.G.T.B., flamande aussi bien que wallonne.

Sa nature centriste l'amena à refuser une bataille de masse décisive (par exemple la marche sur Bruxelles proposée par la gauche socialiste). En même temps, il y substituait des solutions de rechange